POUSSER LE MONDE QUI S'ÉCROULE...

Il n'y a jamais de casse ou de violences « gratuites ». Certes, certaines sont stupides ou peu stratégiques, mais toutes traduisent une rage, une détermination qui avait disparu depuis des années. Nous y trouvons de l'espoir, mais nous en voulons pas nous en contenter. Nous voulons parler, élargir et donner de l'épaisseur au mouvement en cours. Nous ne souhaitons pas reproduire les conditions et les erreurs qui ont fait échouer les mouvements précédents : séparation entre nous et avec le monde qui nous entoure, jonction impossible avec les salarié-e-s, invisibilisation de l'au-delà que nous portons, stigmatisation médiatique et citoyenne des minorités violentes… Ne laissons pas dispositifs et dispositions jouer contre nous. Pour cela il est nécessaire d'éclaircir certaines positions et parti pris.

le monde que l'on nous propose et que subissent les plus précaires, celleux qui n'en peuvent plus de leur boulot, de leur patron, de leur vie. Car nous sentons partout, dans l'air et dans les mots, un soutien, des questionnements, une envie que ça explose.

Nous cherchons un lieu (ou plusieurs) qui puisse devenir un point de ralliement, un lieu de convergence où tou-te-s les grévistes, du public comme du privé, les précaires, les activistes et les autres pourraient se rencontrer, partager leurs expériences, leurs souffrances, leurs espoirs et repartir avec l'envie de continuer, de pousser plus loin le combat que nous avons commencé. L'Ehess peut être un temps un lieu, mais d'autres lieux, vides et imprenables à peu nombreux-ses, nous permettraient de nous installer dans le long terme.



Que Villepin ne retire pas son texte, ni aujourd'hui, ni demain, ni dans une semaine, qu'il s'obstine, c'est ce que nous voulons tou-te-s : que la lutte perdure, que les discussions déjà amorcées se développent, s'amplifient... et que chacun prenne enfin position : pour ou contre

Nous voulons la grève générale, que la machine s'arrête, que la routine soit cassée. Nous voyons déjà les sourires, la joie qui animent celleux qui en veulent à ce monde, celles qui sont déjà en lutte. Nous voyons le mépris des têtes syndicales qui ne proposent qu'une énième journée de grève et le dégoût qu'il suscite chez les plus énervé-es qu'illes soient syndicalistes ou non.

Nous nous reconnaissons dans la rue sans nous connaître. Nous ne sommes plus des anonymes. Sans faire de l'émeute un mythe, la concrétisation de notre force nous lie plus à chaque confrontation.

Nous ne voulons pas de chefs, ni de porte-parole. Celleux qui existent, nous ne les reconnaissons pas. Que certain-e-s s'assoient à la table du gouvernement et illes seront désavoué-e-s. Nous n'avons rien à négocier et tout à prendre. Nous le savons maintenant plus que jamais.

Chirac a été élu contre Le Pen, sa majorité s'est installée grâce à l'abstention de l'électorat de gauche. Les lois, les décrets, les ordonnances appliquées depuis sont illégitimes, comme les gouvernements qui se sont succédés.

Tout est passé : des politiques qui s'attaquaient aux plus faibles, aux plus dominé-e-s (sans-papiers, chômeur-se-s, rmistes...), des lois qui, pourtant, avaient réussi à former contre elles de véritables mouvements (retraites, réforme Fillon...), des mesures policières « d'exception » qui sont devenues la règle. Nous avons vécu l'Etat d'urgence et la répression des émeutes d'Octobre-Novembre 2005. Passif-ve-s. Cela n'arrivera plus.

Nous voulons faire plus qu'un « coup d'arrêt ». Nous critiquons ce monde et les valeurs, les évidences qu'il porte en lui. Nous critiquons l'Ecole et la formation, le salariat, la société industrielle, la croissance et le « plein emploi », le progrès et son cortège de destructions. Nous critiquons les rôles que la société voudraient nous faire jouer : nous ne serons pas des cyniques sans pitié, des « gagnants » prêts à écraser les autres, des consommateurs passifs ou des esclaves.

Nous ne combattons pas que la précarité, nous combattons l'exploitation et le travail forcé. Nous savons qu'illes sont nombreu-ses-x celleux qui n'osent plus s'opposer. Et illes n'ont ni un CPE, ni un CNE, mais un CDI ou un contrat précaire. La multiplication des dispositifs de mise au travail que sont les CPE, CNE, RMA, le contrôle mensuel des chômeur-se-s ne signale pas qu'une offensive idéologique en faveur de la « valeur travail », ils révèlent une résistance à l'asservissement, l'humiliation quotidienne de celleux qui travaillent ou pas en entreprise (qu'elle soit publique ou privée, rappelons-le).

Nous ne nous laisserons pas adapter !

Nous combattons pour une dignité bafouée, piétinée sur l'autel de la compétition capitaliste et du productivisme. En cela nous ne détachons pas du vécu « matériel » des plus précaires : l'impossibilité de boucler les fins de mois, de se projeter dans l'avenir sont les conséquences des réorganisations successives du travail.

Nous savons qu'il n'y a pas d'alternative à gauche pour 2007, que les urnes ne nous amèneront que de nouvelles déceptions, que tout est à faire ici et maintenant de manière autonome, sans compter ni sur les syndicats, ni sur les partis.

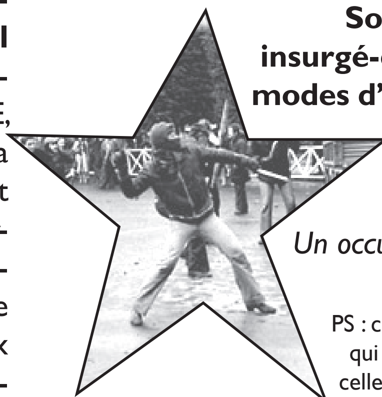
Nous n'avons aucune confiance dans les médias et nous ferons tout pour mettre à nu les mensonges qu'ils répandent. C'est par les prises de parole, les inscriptions sur les murs et dans le métro, le bouche-à-oreille et les médias alternatifs que nous rétablierons la vérité, que nous créerons des liens, des connivences, et par nos actes que nous prouverons notre maturité (que ce soit dans la casse ou dans le combat contre les flics).

Le mouvement que nous avons lancé ne doit pas s'arrêter: les interpelé-e-s, les inculpé-e-s de ces derniers jours, de Novembre, de tous les mouvements sociaux de ces dernières années ont besoin de notre soutien total pour qu'une amnistie soit possible. C'est en continuant la lutte présente que nous ne nous enliserons pas dans la lutte contre la répression.

La flicaille vient d'envoyer dans le coma un syndicaliste. Nous pensons à lui et à son entourage et crions tout-e-s à la vengeance..

Nous ne lâcherons rien (ni personne) !

Solidarité entre tou-te-s les insurgé-e-s quels que soient leurs modes d'action ou d'intervention !



Un occupant de l'Ehess, le 21/03/06.

PS : ce "nous" est celui de tou-te-s celleux qui se reconnaîtront dans ce texte et de celleux qui me l'ont inspiré...Vous pouvez en faire ce que vous voulez : tract, appel ou autres...Je n'en suis pas le maître.